

Conférence de presse intersyndicale du 14 Octobre sur la journée de grève et manifestation du 18 Octobre sur l'augmentation des salaires et la défense du droit de grève.

Des milliers de salariés sont en lutte dans leurs entreprises, Arkéma, Dassault, Lactalis, Nestlé Purina, Coca Cola, Camaïeu, des collectivités, les cheminots, l'énergie, les industries chimiques et pétrolières, ..

Selon le ministère du Travail (Dares), les salaires ont baissé de 2,3 % pour les ouvriers, de 2,6 % pour les employés et de 3,7 % pour les professions intermédiaires et cadres. Si le monde du travail s'appauvrit, de l'autre côté les riches s'enrichissent, et les profiteurs continuent de profiter! Il n'y a qu'à regarder la flambée des prix des carburants !

Cette semaine, le gouvernement a pris une décision lourde de sens pour le monde du travail en s'attaquant au droit exercé par les salariés en grève dans les raffineries.

Le droit de grève est un droit constitutionnel !

C'est inadmissible, il s'agit d'une nouvelle provocation de la part du gouvernement pour l'ensemble du monde du travail.

Alors que les multinationales engrangent des profits phénoménaux et que les dividendes coulent à flots pour les actionnaires. TOTAL ENERGIE a versé 9 milliards d'euros à ses actionnaires en 2021 et comble de l'indécence, son patron s'est octroyé une augmentation de 52 % son revenu atteint 5,9 millions d'euros. Qui provoque qui, et où est la violence sociale ?

Le salaire c'est la rémunération du travail, et son niveau alimente les ressources de notre système de sécurité sociale.

En pleine réforme de l'assurance chômage et avant une prochaine réforme des retraites, les augmentations de salaires sont le cœur du sujet et c'est aussi le cœur de l'affrontement entre le monde du travail et le monde du capital.

La liste des mécontentements est longue : pouvoir se nourrir, se loger, se chauffer, se déplacer, se soigner, vivre !!

Le gouvernement peut agir sur les salaires en augmentant le smic, en légiférant pour qu'à chaque augmentation de ce dernier tous les salaires soient revalorisés, au augmentant le point d'indice des fonctionnaires au minimum à la hauteur de l'inflation, les pensions et les minimas sociaux, et en imposant la conditionnalité des aides publiques.

Ces revalorisations doivent s'accompagner d'ouverture de négociations dans chacune des branches.

La CGT appelle l'ensemble du monde du travail, les retraités, les jeunes et les privés d'emploi à rejoindre le mouvement de grève et de manifestation de l'intersyndicale CGT, FO, FSU et SOLIDAIRES

et à s'emparer de cette journée de grève nationale interprofessionnelle pour l'augmentation des salaires et la défense du droit de grève en manifestant le mardi 18 Octobre, départ de la manifestation à la bourse du travail à Tarbes à 14 h.

Pour LA CGT

Angélique SAMARAN Secrétaire Générale de l'Union Départementale CGT des Haute-Pyrénées